



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Marseille, le 24 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS

Chemin Moulin Premier
84800 L'isle-Sur-La-Sorgue

Références : D-0797-2025 /LRAR N°2C 190 213 0569 8
Code AIOT : 0006400503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS implanté Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUSSELOT Isle sur Sorgue SAS
- Chemin Moulin Premier 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84800).

Les activités exercées relèvent notamment de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 84)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, Annexe 1	Demande d'action corrective	2 mois 12 mois
3	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 84)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, Annexe 1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACD 84)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, Annexe 1 – nota 10	Demande d'action corrective	2 mois
6	Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACD 84)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, Annexe 1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.1.1	Sans objet
4	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'inscrit depuis plusieurs années dans une dynamique de réduction pérenne de ses prélèvements.

L'exploitant a établi son Plan de Sobriété Hydrique afin de pouvoir déroger aux mesures de restrictions générales établies par l'arrêté cadre départemental de Vaucluse pendant les épisodes de sécheresse. Des compléments et corrections sont attendus par rapport à ce PSH. Une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant en ce sens.

D'autre part, l'Inspection a identifié la nécessité de réviser les prélèvements d'eau autorisés par

l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 84)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, PSH : Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant
Prescription contrôlée : Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas : 1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors. 2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité. Il sera tenu à la disposition de l'IIC. Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.
Constats : L'exploitant a complété le Plan de Sobriété Hydrique (PSH), version 1, élaboré par la DREAL PACA. L'Inspection l'informe qu'une version 2 du PSH a été élaborée et communiquée aux industriels en février 2025 ; c'est cette dernière version qui doit être utilisée. L'établissement exploite deux catégories d'eau : <ul style="list-style-type: none">• l'eau AEP pour les usages domestiques sanitaires ;• l'eau souterraine pour les usages domestiques sanitaires (forage), les usages industriels (puits P1, P2, P4, P5, P6, P7, P8, P9, P10, P11 et P12), les besoins d'extinction incendie (P3) et pour l'arrosage des espaces verts (P12). L'Inspection relève que :<ul style="list-style-type: none">◦ le forage n'est plus utilisé depuis 2024. A la demande de l'ARS, l'ensemble des postes de consommation à usage sanitaire ont été reliés au réseau d'eau AEP communal ;◦ les puits 7 et 10 ne sont plus utilisés ;◦ le puits 3, servant à l'extinction incendie, n'est pas recensé dans les ouvrages exploités, présentés dans le PSH. L'exploitant a identifié la masse d'eau souterraine qu'il prélève : il s'agit des alluvions des Sorgues (FRDG354). La zone de sécheresse associée à cette ressource est la zone 3, qui relève de l'arrêté cadre départemental de Vaucluse (AP du 11/07/2024 en vigueur). <i>NB : Jusqu'ici, il était considéré que les puits prélevaient l'eau de surface, la Sorgue. Les coupes des puits, présentés à l'Inspection et à l'ARS, début 2025 ont permis de constater que ces puits sont creusés dans la nappe alluviale. Toutefois, il est à noter que compte tenu de la proximité immédiate des puits du lit mineur de la Sorgue et de la nature des sédiments (galets), l'eau pompée est essentiellement de l'eau de la Sorgue, très peu filtrée. Dans ces conditions, l'exploitant estime que</i>

prélèvements et rejets peuvent être considérés comme effectués dans le même milieu.

Concernant l'AEP, l'exploitant a identifié dans son PSH la masse d'eau superficielle SORGUE A ENTRAIGUES-SUR-LA-SORGUE (FRDR384d). L'exploitant indique que c'est son fournisseur d'eau qui lui a communiqué cette masse d'eau. Après vérification menée post-visite, **L'Inspection relève une erreur** ; la compétence de distribution de l'eau potable est assurée par le Syndicat des eaux Durance-Ventoux, qui exploite plusieurs champs captant, alimenté par **les alluvions de la basse**

Durance :

- Trois forages de la Grande Bastide et le puits de Grenouillet à Cavaillon pour le bas service (incluant la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue) ;
- Six ouvrages du champ captant de Cheval Blanc pour le haut service.

L'exploitant a établi l'inventaire de ses prélèvements depuis 2018. **L'exploitant a pris en compte, à tort, le volume relatif à la surverse de l'atelier d'acidulation dans le total prélèvement** ; cette erreur devra être corrigée. **D'autre part, dans le calcul du volume total pour l'année 2023, un volume de 1 239 570 m³ a été soustrait au total, sans justification.** L'Inspection relève que le prélèvement total, toutes catégories d'eau confondues, a été réduit d'environ 10 % entre 2018 et 2024. Il s'établit à 6 153 459 m³ en 2024 (0,5 % d'eau AEP et 99,5 % d'eau souterraine). **L'Inspection recommande à l'exploitant, dans la mesure des données disponibles, de compléter son inventaire avant l'année 2018.**

En 2024, le prélèvement d'eau AEP s'élève à 34 550 m³. Ce prélèvement apparaît élevé, au regard de l'usage (eaux sanitaires) et de l'effectif présent sur site (180 personnes), sachant qu'une consommation moyenne de 60 m³/an/salarié est communément admise. L'exploitant indique que le réseau n'a pas fait l'objet d'actions de détection de fuites. **L'Inspection demande à l'exploitant d'investiguer sur la recherche de fuites et/ou d'usages (industriels ?) non identifiés dans un délai de 12 mois, afin d'établir le volume nécessaire aux usages sanitaires.**

En 2024, le prélèvement d'eau souterraine s'élève à 6 116 094 m³.

Les rejets associés à ces prélèvements s'effectuent tous dans la Sorgue (soit directement pour les eaux de refroidissement, soit après traitement dans la STEP interne pour les eaux de process). **L'exploitant a associé à tort ces rejets à une masse d'eau souterraine** ; cette erreur devra être corrigée.

La consommation spécifique (m³ d'eau prélevé/tonne de produits finis) varie entre 2018 et 2024, de 749 m³/t à 615 m³/t. Le BREF SA, dont relève l'activité principale du site, n'établit pas de consommation spécifique de référence pour le secteur d'activité concerné (fabrication gélatine). **L'Inspection demande à l'exploitant de comparer cette consommation spécifique avec celles d'autres usines du groupe.** L'Inspection relève une diminution sensible de la consommation spécifique entre 2018 et 2022, puis une légère augmentation en 2023 et 2024. L'exploitant n'a pas d'éléments pour expliquer cette dernière évolution.

L'exploitant a listé dans son PSH les actions de réduction pérenne des prélèvements d'eau souterraine, réalisées entre 2020 et 2025, ainsi que celles projetées sur la période 2026-2028. **L'Inspection recommande à l'exploitant, dans la mesure du possible, de compléter l'inventaire des actions avec celles mises en œuvre avant 2014.** En termes d'actions réalisées, on peut noter en 2020, l'optimisation du fonctionnement du séchoir tunnel (séchage gélatine), avec la mise en place d'un système prédictif météorologique. Ce dispositif a permis d'optimiser la consommation d'eau du séchoir, et d'économiser environ 750 000 m³ par an. En termes d'actions futures, on peut relever les actions significatives suivantes, à l'étude par l'exploitant :

- l'optimisation de la lubrification externe des garnitures de pompes - gain estimé à

80 000 m ³ /an ; <ul style="list-style-type: none"> l'augmentation des capacités de stockages d'eau de process dans l'atelier cuisson - gain estimé de 450 000 m³/an ; la réutilisation d'une partie de l'eau de refroidissement - gain estimé à 1 500 000 m³/an.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous deux mois au plus tard, l'exploitant met à jour et complète son PSH, dans la version 2 disponible sur le site internet de la DREAL PACA à l'adresse suivante : https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/le-plan-de-sobriete-hydrique-psh-a16217.html, suivant les observations et constats de l'Inspection formulés ci-dessus.</p> <p>Sous deux mois au plus tard, l'exploitant fera connaître à l'Inspection les mesures mises en œuvre pour l'abandon provisoire ou définitif du forage, et des puits n°7 et 10.</p> <p>Sous 12 mois au plus tard, l'exploitant fera connaître à l'Inspection les résultats des investigations et actions menées sur le réseau AEP, ainsi que son évaluation des besoins en eau pour usages sanitaires.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.11				
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau				
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas lié à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :				
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (en m ³)	Débit maximal		Débit moyen (m ³ /j)
		Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j)	
forage	265.000	80	1.920	105
Canal du Moulin Premier = 12 puits	11.000.000	2.465	59.100	24.230
Réseau public	10.000			25
Constats : Comme vu dans la fiche de constat précédente : <ul style="list-style-type: none"> le forage, qui couvrait une partie des besoins en eau sanitaire, n'est plus utilisé depuis début 2025 ; 9 puits couvrent actuellement les besoins en eau industrielle ; ces puits captent les alluvions des Sorgues (FRDG354). En 2024, le prélèvement annuel est de 6 100 000 m³ ; 1 puits couvre les besoins en eau d'extinction (P3) ; les besoins en eau sanitaire sont depuis début 2025 couverts à 100 % par l'eau du réseau communal, alimenté par les alluvions de la basse Durance (FRDG 359). 				

Compte tenu des actions engagées depuis plusieurs années pour réduire ses prélèvements, les besoins en eau industrielle se situent actuellement à 615 m³/tonne de gélatine produite, ce qui correspond pour une production maximale annuelle de 10 500 tonnes de gélatine, à un prélèvement annuel maximal de 6 500 000 m³. Le besoin maximal journalier s'établit à 25 000 m³/jour, d'après le registre de l'exploitant.

L'Inspection propose à M. le Préfet de réviser l'article 4.1.1. de l'AP du 22/04/2009 pour tenir compte de la baisse des prélèvements et mettre à jour l'origine des eaux prélevées. Un projet d'AP complémentaire est joint au présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 84)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions

Prescription contrôlée :

Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site

Alerte :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 20 %
- Registre journalier à disposition des services de contrôle.

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 %
- Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.
- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.
Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

L'exploitant n'a pas connu de situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise en 2024 et en 2025 (à date de l'inspection) sur les catégories d'eau qu'il prélève.

L'Inspection note que l'exploitant a complété le tableau III.2 du PSH recensant ses propositions de mesures de réduction en cas d'épisode de sécheresse, mais qu'il n'a pas évalué les économies d'eau correspondantes.

En séance, il apparaît que des mesures complémentaires peuvent être envisagées, telles que l'ajustement des lavages des filtres immedium (mise en place turbidimètres) et la modification de

la planification des produits dont les exigences de qualité impliquent une consommation d'eau supérieure (plasma).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous deux mois au plus tard, l'exploitant met à jour et complète son PSH, dans la version 2 disponible sur le site internet de la DREAL PACA à l'adresse suivante : https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/le-plan-de-sobriete-hydrique-psh-a16217.html , suivant les observations et constats de l'Inspection formulés ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACD 84)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1 – nota 10
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables
Prescription contrôlée : Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à un volume de référence défini à l'article 2. II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, « le prélèvement d'eau moyen journalier » Art. 2-II de l'AM du 30 juin 2023 : « II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant. Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »
Constats : L'exploitant n'a pas calculé les volumes de référence. Il a été informé que la version 2 du PSH contient un onglet dédié aux calculs des volumes de référence. NB : Les calculs doivent se faire sur les prélèvements et non sur la consommation, étant donné que les prélèvements et les rejets ne s'effectuent pas dans les mêmes masses d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous deux mois au plus tard, l'exploitant complète l'onglet III de la version 2 du PSH.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les puits de prélèvement sont équipés depuis juin 2025 d'un compteur avec télé-relevé, permettant à l'exploitant de disposer d'un suivi journalier des prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACD 84)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article Annexe 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF
Prescription contrôlée : Alerte renforcée : <ul style="list-style-type: none">- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 %-Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle) Crise : Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut. Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral. Art.2-IV de l'AM du 30 juin 2023 Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : L'exploitant n'a pas connu de situation de sécheresse, aux niveaux de gravité d'alerte renforcée ou

de crise, en 2024 ou 2025 (au jour de l'inspection), sur la masse d'eau concernée par ses prélèvements.

L'exploitant a rempli le nouveau cadre "gestion de l'eau" de la plateforme GIDAF, permettant le cas échéant la télédéclaration des volumes d'eau journaliers prélevés.

L'Inspection constate que :

- en termes d'alimentation en eau souterraine (nappe alluviale), l'exploitant a créé uniquement 6 points de prélèvement, contre 10 puits exploités. Certains puits ont été regroupés en un seul point de prélèvement. L'exploitant doit créer autant de point de prélèvement dans le cadre GIDAF qu'il existe d'ouvrages de prélèvement ; un des ouvrages sera identifié comme « ouvrage principal » et se verra affecter le volume global autorisé.
- le type et le nom de la masse d'eau renseignés pour les puits (eau superficielle - FRDR384D) sont erronés (eau souterraine - FRDG354).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois